

| | | |
|---|---|---------------------|
|  | EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL DE BORDEAUX METROPOLE | <i>Délibération</i> |
| | Séance publique du 24 novembre 2017 | N° 2017-691 |

Convocation du 17 novembre 2017

Aujourd'hui vendredi 24 novembre 2017 à 09h30 le Conseil de Bordeaux Métropole s'est réuni, dans la Salle du Conseil sous la présidence de Monsieur Alain JUPPE, Président de Bordeaux Métropole.

ETAIENT PRESENTS :

M. Alain JUPPE, M. Alain ANZIANI, Mme Dominique IRIART, M. Christophe DUPRAT, Mme Virginie CALMELS, Mme Christine BOST, M. Michel LABARDIN, M. Patrick BOBET, M. Jean-François EGRON, M. Franck RAYNAL, M. Jacques MANGON, M. Clément ROSSIGNOL-PUECH, M. Patrick PUJOL, Mme Anne-Lise JACQUET, Mme Claude MELLIER, Mme Agnès VERSEPUY, M. Michel DUCHENE, Mme Brigitte TERRAZA, M. Jean TOUZEAU, Mme Anne WALRYCK, M. Dominique ALCALA, M. Max COLES, Mme Béatrice DE FRANÇOIS, Mme Véronique FERREIRA, Mme Andréa KISS, M. Jean-Jacques PUYOBRAU, M. Kévin SUBRENAT, M. Alain TURBY, M. Jean-Pierre TURON, Mme Emmanuelle AJON, M. Erick AOUIZERATE, Mme Cécile BARRIERE, Mme Léna BEAULIEU, Mme Maribel BERNARD, Mme Odile BLEIN, M. Jean-Jacques BONNIN, M. Guillaume BOURROUILH-PAREGE, M. Jacques BOUTEYRE, Mme Marie-Christine BOUTHEAU, Mme Anne BREZILLON, M. Nicolas BRUGERE, Mme Sylvie CASSOU-SCHOTTE, M. Alain CAZABONNE, M. Didier CAZABONNE, Mme Anne-Marie CAZALET, Mme Chantal CHABBAT, M. Gérard CHAUSSET, Mme Solène CHAZAL-COUCAUD, Mme Brigitte COLLET, Mme Emmanuelle CUNY, M. Jean-Louis DAVID, M. Yohan DAVID, Mme Nathalie DELATTRE, Mme Michèle DELAUNAY, M. Stéphane DELAUX, M. Arnaud DELLU, Mme Laurence DESSERTINE, M. Gérard DUBOS, Mme Michèle FAORO, M. Vincent FELTESSE, M. Jean-Claude FEUGAS, M. Nicolas FLORIAN, Mme Florence FORZY-RAFFARD, M. Philippe FRAILE MARTIN, M. Guillaume GARRIGUES, M. Max GUICHARD, M. Jacques GUICHOUX, M. Daniel HICKEL, M. Pierre HURMIC, M. Franck JOANDET, M. Bernard JUNCA, Mme Conchita LACUEY, Mme Anne-Marie LEMAIRE, M. Pierre LOTHAIRE, M. Eric MARTIN, M. Thierry MILLET, M. Pierre De Gaétan NJIKAM MOULIOM, Mme Christine PEYRE, Mme Arielle PIAZZA, M. Michel POIGNONEC, Mme Dominique POUSTYNNIKOFF, M. Benoît RAUTUREAU, Mme Marie RECALDE, M. Fabien ROBERT, Mme Karine ROUX-LABAT, Mme Gladys THIEBAULT, Mme Anne-Marie TOURNEPICHE, M. Serge TOURNERIE, M. Thierry TRIJOLET, Mme Marie-Hélène VILLANOVE.

EXCUSE(S) AYANT DONNE PROCURATION:

M. Michel HERITIE à Mme Béatrice DE FRANÇOIS
M. Michel VERNEJOUL à M. Jacques GUICHOUX
Mme Josiane ZAMBON à M. Jean-Pierre TURON
Mme Isabelle BOUDINEAU à M. Arnaud DELLU
M. Marik FETOUH à M. Fabien ROBERT
Mme Magali FRONZES à M. Philippe FRAILE MARTIN
M. Jean-Pierre GUYOMARC'H à Mme Chantal CHABBAT
Mme Martine JARDINE à Mme Anne-Marie TOURNEPICHE
M. Bernard LE ROUX à M. Gérard DUBOS
Mme Zeineb LOUNICI à Mme Dominique POUSTYNNIKOFF
Mme Emilie MACERON-CAZENAVE à M. Bernard JUNCA
M. Jacques PADIE à M. Max GUICHARD
M. Alain SILVESTRE à Mme Gladys THIEBAULT
Mme Elisabeth TOUTON à Mme Solène CHAZAL-COUCAUD

EXCUSE(S) :

Monsieur Jacques COLOMBIER.

PROCURATION(S) EN COURS DE SEANCE :

M. Alain ANZIANI à M. Jean TOUZEAU à partir de 12h10
Mme Christine BOST à M. Serge TOURNERIE à partir de 11h25
M. Christophe DUPRAT à M. Nicolas FLORIAN à partir de 11h50
M. Michel LABARDIN à Mme Karine ROUX-LABAT à partir de 11h40
Mme Agnès VERSEPUY à Mme Anne-Lise JACQUET jusqu'à 12h00
M. Guillaume BOURROUILH-PAREGE à Mme Brigitte TERRAZA à partir de 11h50
Mme Brigitte COLLET à M. Daniel HICKEL à partir de 10h20
M. Stéphane DELAUX à Mme Marie-Hélène VILLANOVE à partir de 12h05
M. Guillaume GARRIGUES à M. Jean-Jacques BONNIN à partir de 10h25
Mme Christine PEYRE à M. Thierry MILLET à partir de 11h50
Mme Marie RECALDE à M. Alain ANZIANI jusqu'à 10h35

EXCUSE(S) EN COURS DE SEANCE :

M. Alain JUPPE à partir 12h45 et M. BOBET prend la présidence

LA SEANCE EST OUVERTE

| | | |
|---|---|---------------------|
|  | Conseil du 24 novembre 2017 | <i>Délibération</i> |
| | Direction générale des Finances et de la commande publique Direction de la programmation budgétaire | N° 2017-691 |

Exercice 2017 - Décision modificative n°4 du Budget principal et décision modificative n° 2 des Budgets annexes - Adoption

Monsieur Patrick BOBET présente le rapport suivant,

Mesdames, Messieurs,

Dans le cadre de l'exécution de l'exercice en cours, il s'avère nécessaire de procéder à des ajustements des crédits de paiement ouverts que ce soit dans le cadre d'inscriptions nouvelles ou de modifications comptables par redéploiements de crédits votés.

Ainsi, le présente Décision Modificative n°4 du Budget principal et Décision Modificative n° 2 des budgets annexes s'équilibrent par section, tous budgets confondus, de la façon suivante :

| LIBELLES | Mouvements Budgétaires | | Mouvements Réels | | Mouvements d' Ordre | |
|---------------------------|------------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|---------------------|---------------------|
| | DEPENSES | RECETTES | DEPENSES | RECETTES | DEPENSES | RECETTES |
| Section d'investissement | -19 854 387,84 | -17 825 479,18 | -24 131 971,87 | -21 836 158,88 | 4 277 584,03 | 4 010 679,70 |
| Section de Fonctionnement | 6 491 113,05 | 6 462 192,35 | 6 555 765,43 | 6 259 940,40 | -64 652,38 | 202 251,95 |
| TOTAUX | -13 363 274,79 | -11 363 286,83 | -17 576 206,44 | -15 576 218,48 | 4 212 931,65 | 4 212 931,65 |
| EXCEDENT | 1 999 987,96 | | 1 999 987,96 | | | |
| TOTAUX EGAUX 2 à 2 | -11 363 286,83 | -11 363 286,83 | -15 576 218,48 | -15 576 218,48 | 4 212 931,65 | 4 212 931,65 |

Les dépenses s'élèvent à – 13 363 274,79 € et les recettes à – 11 363 286,83 €, dont - 17 576 206,44 € de dépenses et – 15 576 218,48 € de recettes en mouvements réels ainsi que 4 212 931,65 € en mouvements d'ordre. De ce fait, la présente décision présente, toutes entités confondues, un excédent global de 1 999 987,96 €.

La balance jointe en annexe du présent rapport détaille, pour chacun des Budgets et par chapitre budgétaire, les modifications proposées dans le cadre de cette décision et qui se composent :

▪ **Au Budget principal**

La Décision modificative s'établit pour ce budget à 6 927 475,80 €, équilibrée en dépenses et en recettes, dont 3 026 554,78 € au titre de la section de fonctionnement et 3 900 921,02 M€ au titre de la section d'investissement.

1) Inscriptions nouvelles

Les principales mesures financées en fonctionnement s'établissent à :

- **2,6 M€** au titre d'un complément dans le cadre du **plan de convergence et d'optimisation du système d'information** partagé à destination des services métropolitains et des communes mutualisées ;
- **1,16 M€** pour la constitution de **provisions pour dépréciation des actifs circulants** conformément à la méthodologie adoptée par délibération n° 2017-432 du 7 juillet 2017 et au titre des créances admises en non-valeur ou éteintes pour l'exercice 2017 ;
- **72,3 K€** pour des **remboursements aux communes** dans le cadre des révisions de niveau de service des contrats d'engagement ;
- **50 K€** de **restitutions** de Taxe sur les surfaces commerciales (**TASCOM**) ;

- **13,5 K€ et 61 K€ d'ajustement de la subvention d'exploitation** versée respectivement au Budget annexe du service extérieur des pompes funèbres et au Budget annexe de la gestion des équipements fluviaux de Bordeaux Métropole. Cette revalorisation dérogatoire est liée pour l'un à l'ajustement des charges de personnel refacturées par le Budget principal et pour l'autre à l'ajustement des redevances d'occupation du domaine public dues au Grand Port de Bordeaux Maritime et à Voies Navigables de France pour l'exercice 2017.

A ces dépenses nouvelles, s'ajoutent une somme de 2,2 M€ au titre du remboursement intégral des intérêts des quotes-parts d'emprunts des communes dans le cadre des transferts des équipements à Bordeaux Métropole. Cette somme, intégrée sous forme de soulte lors du Budget primitif en investissement, doit être au final traitée en fonctionnement à l'instar des remboursements d'emprunts classiques.

Le financement de ces dépenses est assuré notamment par un **complément de recettes** en fonctionnement de **2,99 M€ correspondant aux notifications des recettes fiscales complémentaires** par les services de l'Etat. Sont également inscrits **725 K€ de remboursements attendus des communes** dans le cadre des révisions de niveau de service des contrats d'engagement et **75,5 K€ au titre des remboursements de frais de personnel par les budgets annexes**.

A ces inscriptions, s'ajoute un ajustement à la baisse du virement à opérer au profit de la section d'investissement du fait de l'ouverture de recettes supplémentaires d'une part et de restitution de crédits d'autre part.

Ainsi sont proposées les inscriptions, de **12,5 M€** correspondant au remboursement du solde dû par la **société Bouygues** au titre des acquisitions foncières de l'opération Ginko à Bordeaux, de **4,2 M€ correspondant aux crédits délégués par l'Etat** dans le cadre des actions en faveur de l'habitat et de la politique de la Ville ; **d'1 M€ de reversement** par la Ville de Bordeaux de la participation versée par la

Communauté Urbaine dans le cadre de l'opération Léo Saignat et de **2,05 M€** en différentiel de **remboursement d'avances par les budgets des ZAC de Floirac et du Tasta**.

Ces inscriptions, qui permettent de financer les **besoins en investissement d'1,8 M€ pour le règlement du contrat de prestation avec la FAB** (au titre des missions exécutées de 2016 et non appelées sur l'exercice concerné), **d'1 M€** de complément de crédits de paiement pour l'opération de **restauration de la digue Rive droite sud**, de **0,56 M€ de fonds de concours au titre de l'éclairage public de la ligne D** et de **316 K€ d'avance au Budget annexe des Déchets ménagers**, contribuent à la réduction de l'ouverture d'emprunt à contracter au titre de 2017 à l'instar des ajustements de crédits proposés en dépenses.

Ainsi, dans le cadre des ajustements de crédit de paiement liés aux autorisations pluriannuelles, **un lissage des crédits d'investissement est proposé** sans modification néanmoins des autorisations afférentes. Ces réductions concernent notamment les opérations de renouvellement urbains, que ce soit sur le quartier des Aubiers (1,06 M€), le secteur Joliot-Curie (604 K€), le projet Dravemont à Floirac (480 K€), les actions en faveur de la promotion et de la production alimentaire métropolitaine (578 K€), le programme d'actions en matière de continuités et d'espaces naturels remarquables (438 M€), les travaux programmés au titre de la ZAC d'Ambarès (350 K€) ou encore l'aménagement du cimetière rive gauche (236 K€).

Au regard de l'ensemble de ces ajustements, une diminution des inscriptions d'emprunt est donc proposée pour un montant de 24,8 M€. A l'issue de la présente décision, la prévision de recette d'emprunt s'établira à 127 M€.

2) Mouvements d'ordre et de régularisation

En complément des inscriptions nouvelles à financer par inscriptions de recettes nouvelles ou par redéploiements, des mesures d'ordre et de régularisations comptables sont également proposées avec notamment :

- Le recalage à la hausse des opérations budgétaires patrimoniales (à l'intérieur de la section d'investissement, en dépenses et recettes) pour 4 055 332,08 € notamment au titre de la cession gratuite à l'Université de l'emprise du site Léo Saignat valorisée à 3 M€;
- Les ajustements des écritures d'amortissement pour 473 702 €.
- L'ouverture d'une opération sous mandat en compte 458 équilibrée à 2 075 157 €, liée au projet urbain participatif Fontanieu de la commune de Parempuyre.
- Une réduction du virement à la section d'investissement de 3 757 836,81€.

▪ Au Budget annexe des Déchets Ménagers

La Décision modificative s'équilibre en dépenses et en recettes à – 2 920 000 €.

Concernant les recettes de fonctionnement, un complément de 100 K€ est prévu au titre des subventions versées par des éco-organismes.

Cette recette complémentaire permet de financer notamment la constitution de provisions pour clients douteux pour 81,5 K€.

Dans le cadre des ajustements de crédit de paiement, un lissage des crédits d'investissement est proposé pour un montant global de 3 M€. Ces ajustements concernent notamment la construction du 3ème dépôt (1,3 M€), le projet d'identification électronique des bacs à ordures ménagères (700 K€), la construction d'un nouveau centre de recyclage (400 K€), l'achat de la structure modulaire du centre de recyclage de Bordeaux Surcouf (250 K€) ou encore le projet d'aménagement d'une recyclerie (100 K€).

Au regard de ces ajustements, une **diminution des inscriptions d'emprunt est donc proposée pour un montant de 2,9 M€** ; soit un besoin de financement de la section d'investissement ramené à 316 K€ (sous forme d'avance du Budget principal).

▪ **Au Budget annexe de l'Assainissement**

La Décision modificative s'établit à – 5 087 402,94 € en dépenses et à – 1 983 626 € en recettes.

En dépenses de fonctionnement, sont prévus 59,2 K€ correspondant à des admissions en non valeurs. Ces dépenses sont équilibrées par la reprise de provisions d'un montant équivalent.

Un complément de 34,9 K€ est également prévu au titre de l'intéressement dû au délégataire en application de l'article 81 du contrat de Délégation de service public.

Concernant la section d'investissement, la Décision Modificative fait apparaître un suréquilibre de 3,1 M€. Ces ajustements sont liés à la baisse des crédits prévus pour les déviations de réseaux liées aux travaux de la ligne D du tramway (2,1 M€), le renouvellement des réseaux en raison du report du démarrage de certaines opérations (1 M€), les liaisons sous-fluviales à réaliser en lien avec le projet d'aménagement du secteur de Bordeaux Brazza (540 K€), la réalisation de réseaux structurants suite à l'arrêt de chantiers ou au décalage de travaux d'opérations (500 K€), les travaux prévus sur la station d'épuration de Clos de Hilde à Bègles faisant apparaître des montants de travaux inférieurs aux estimations initiales (450 K€) ou encore le développement des réseaux locaux en lien avec différentes opérations de desserte immobilière retardées (400 K€).

Au regard de ces ajustements, la recette d'emprunt qui avait été prévue dans le cadre du Budget primitif est annulée ; l'ensemble des dépenses d'investissement étant autofinancé.

▪ **Au Budget annexe du Service public de l'assainissement non collectif**

La Décision modificative s'établit à 10 888,42 € en dépenses.

Une dépense de fonctionnement est prévue pour 10,9 K€ correspondant à des admissions en non valeurs. Cette inscription nouvelle ne compromet pas l'équilibre du budget de la Régie qui demeure excédentaire de 182 765,71 € à l'issue de la présente Décision.

▪ **Au Budget annexe des Transports**

La Décision modificative s'équilibre en dépenses et en recettes à – 19 320 874,16 €.

S'agissant de la section de fonctionnement, hors opérations de stock liées au réseau bus et tramway et opérations patrimoniales équilibrées en dépenses et en recettes, est prévu un complément de crédit lié à l'ajustement à la hausse des refacturations de charges de personnel par le Budget principal (18,4 K€) ainsi que le financement de provisions pour dépréciation des actifs circulants (7,6 K€).

En section d'investissement, une restitution de 19,5 M€ des crédits de paiement dans le cadre du recalage de l'avancement des opérations est proposée. Les ajustements concernent notamment la ligne D (- 7,3 M€) et le BHNS vers Saint Aubin de Médoc (- 4,3 M€) en raison de la prolongation des négociations sur les acquisitions foncières, la modernisation de la nouvelle billettique (- 4 M€), les travaux sur les bâtiments liés à l'exploitation du réseau TBM (- 1,1 M€), l'acquisition du matériel roulant de la Phase 3 (-720 K€), les travaux liés à la desserte aéroport (-349 K€) ou ceux des crédits d'étude de la liaison Bassens Campus (-300 K€).

Compte tenu de ces différents ajustements à la baisse, la Décision modificative prévoit une diminution des participations attendues de l'ordre de 11,1 M€ (recettes qui seront inscrites dans le cadre du Budget 2018)

ainsi qu'une **baisse des prévisions d'emprunts à contracter sur l'exercice pour un montant de 8,7 M€**. A l'issue de la présente Décision, la recette d'emprunt ouverte s'établira à 67,8 M€.

▪ **Au Budget annexe du Crématorium**

Les écritures proposées dans la Décision modificative concernent l'ajustement à la hausse des frais de refacturation des charges de personnel du budget principal au budget annexe ; hausse compensée par la diminution à due concurrence des inscriptions de dépenses du chapitre 011 pour un montant de 21,7 K€.

▪ **Au Budget annexe du Service extérieur des pompes funèbres**

La Décision modificative s'équilibre en dépenses et en recettes à 13 528,62 €

Les écritures proposées portent sur l'ajustement à la hausse des frais de refacturation des charges de personnel du Budget principal au Budget annexe ainsi que sur la revalorisation des admissions en non valeur. Ces dépenses sont compensées par le versement d'une subvention complémentaire du Budget principal de 13,5 K€.

▪ **Au Budget annexe des Caveaux**

La Décision modificative s'équilibre en dépenses et en recettes à 16 000 €

Seules des opérations d'ordre équilibrées en dépenses et en recettes affectent la présentation du Budget annexe.

▪ **Au Budget annexe des Réseaux de chaleur**

La Décision modificative s'établit à – 499 000,00 € en dépenses et à – 440 024,65 € en recettes

En section de fonctionnement, la Décision modificative s'établit à - 53 K€ en dépenses et en recettes et comprend un ajustement à la baisse des inscriptions de recettes (-26 K€) liées au remboursement par le délégataire des taxes foncières pour les 3 chaufferies du réseau des Hauts de Garonne, à une diminution des recettes des usagers du réseau de chaleur de Saint Médard en Jalles prévues initialement (-17 K€) et au report en 2018 d'une participation financière à percevoir sur le réseau de chaleur de Mériadeck (-10 K€).

Sont par ailleurs prévus en section d'investissement différents lissages pour un montant de -446 K€ liés aux travaux prévus sur le réseau de chaleur des Hauts de Garonne (-400 K€) ; ces travaux de renouvellement du réseau étant reportés sur l'exercice 2018 et certaines études étant prises en charge par le délégataire.

Des baisses de crédits sont également proposées, avec -35 K€ sur le réseau de chaleur de Saint-Jean Belcier, par diminution des provisions pour aléas liées à la mise en service du réseau et, s'agissant du réseau de chaleur de Saint-Médard, -11 K€ en raison du report des travaux d'extension du réseau vers le collège.

Compte tenu de ces différents ajustements à la baisse, la Décision modificative prévoit une baisse des inscriptions d'emprunts prévues sur l'exercice pour un montant de 408 K€.

▪ **Les Budgets annexes à comptabilité de stocks**

Les écritures proposées portent principalement sur les opérations d'ordre de transfert entre sections liées à ces budgets annexes.

Concernant les budgets annexes ZAC, ZAC du Tasta, la Décision modificative prévoit l'ouverture d'opérations réelles liées à différentes opérations de cessions (dont 8 K€ sur la ZAC Madère à Villenave d'Ornon et 1,05 M€ sur la ZAC du Tasta à Bruges).

Par ailleurs, concernant la ZAC du Tasta et celle des Quais de Floirac, des écritures au titre des régularisations d'avance avec le Budget principal dans le cadre des cessions foncières de l'exercice 2017 sont proposées avec un différentiel en faveur du Budget principal de respectivement 0,78 M€ et de 1,27 M€.

Au final, la Décision modificative s'établit sur chacun de ces budgets à :

- Pour le budget annexe des Lotissements : 91 358,73 € en dépenses et 182 717,46 € en recettes ;
- Pour le budget annexe des ZAC : 49 057,64 € en dépenses et à 98 115,28 € en recettes ;
- Pour le budget annexe de la ZAC du Tasta : 2 551 501,02 € en dépenses et en recettes ;
- Pour le budget annexe de la ZAC des Quais de Floirac : 4 691 453,90 € en dépenses et 3 417 193,90 € en recettes. A l'issue de la présente Décision, le Budget annexe sera à l'équilibre ; le remboursement de l'avance consentie par le Budget principal étant partiellement financé par l'excédent dégagé au Budget supplémentaire.

▪ **Au Budget annexe de l'Eau Industrielle**

La décision s'établit à 18 032,28 € en dépenses.

Les écritures concernent l'ajustement à la hausse des frais de fonctionnement pour un montant global de 18 000 € ainsi que l'ajustement des admissions en non valeur demandées par la recette des Finances pour un montant de 32,28 €. Malgré ces inscriptions, le budget annexe de la régie à l'issue de cette Décision Modificative demeure en situation d'excédent (201 033,01 €).

▪ **Au Budget annexe de la Gestion des équipements fluviaux**

La décision s'établit à 94 705,90 € en dépenses et à 94 705,90 € en recettes.

Outre des écritures d'ordre équilibrées en dépenses et en recettes, la Décision modificative prévoit l'inscription d'une dépense réelle de fonctionnement supplémentaire liée à une régularisation de redevance d'occupation du domaine public (61 K€). Considérant que le budget annexe pour la gestion des équipements fluviaux de Bordeaux Métropole est dans une situation d'insuffisance de ressources, il est proposé de compenser cette dépense par un ajustement de la subvention d'équilibre versée par le Budget principal pour un montant équivalent.

Ceci étant exposé, il vous est demandé, Mesdames, Messieurs, de bien vouloir si tel est votre avis d'adopter les termes de la délibération suivante :

Le Conseil de Bordeaux Métropole,

VU l'article L.2312-2 du code général des collectivités territoriales ;

VU l'instruction budgétaire et comptable M57, applicable au Budget Principal ;

VU les instructions budgétaires et comptables M4X applicables aux budgets annexes à caractère industriel et commercial ;

VU la délibération n° 2017/23 du 27 janvier 2017 relative à l'adoption du projet de Budget primitif de l'exercice 2017 et autorisant le versement par le Budget Principal de subventions d'exploitation aux services publics à caractère industriel et commercial ;

VU la délibération n° 2017-432 du 7 juillet 2017 relative à la méthodologie des provisions comptables pour créances douteuses ;

ENTENDU le rapport de présentation

CONSIDERANT QUE compte tenu de ce qui vient d'être énoncé, il y a lieu de procéder à l'ajustement des crédits de l'exercice 2017 ;

DECIDE

Article 1 : d'autoriser, conformément aux dispositions de l'article L. 2224-2 du CGCT, le versement d'une subvention d'exploitation du Budget principal au service public à caractère industriel et commercial des pompes funèbres d'un montant de 13 528,62 € afin d'assurer l'équilibre des services concernés ;

Article 2 : d'autoriser, conformément aux dispositions de l'article L. 2224-2 du CGCT, le versement d'une subvention d'exploitation d'un montant de 61 000 € au service public à caractère industriel et commercial pour la gestion des équipements fluviaux de Bordeaux Métropole ;

Article 3 : d'autoriser, conformément aux dispositions de la délibération n° 2017-432 du 7 juillet 2017, la constitution de provision pour dépréciation des actifs circulants (créances douteuses), pour l'ensemble des Budgets concernés.

Article 4 : d'autoriser, au Budget annexe de l'assainissement, la reprise de provisions pour dépréciations des actifs circulants de 59 201,68 €.

Article 5 : d'adopter par chapitre pour l'ensemble des budgets concernés, selon le détail joint en annexe 1 du présent rapport, la présente Décision modificative n°4 du Budget principal et Décision Modificative n°2 des budgets annexes, pour un montant s'établissant, pour l'ensemble des budgets, à -13 363 274,79 € en dépenses et - 11 363 286,83 € en recettes.

Les conclusions, mises aux voix, sont adoptées à l'unanimité.

Fait et délibéré au siège de Bordeaux Métropole le 24 novembre 2017

| | |
|---|--|
| <p>REÇU EN PRÉFECTURE LE : 1 DÉCEMBRE 2017</p> <p>PUBLIÉ LE : 1 DÉCEMBRE 2017</p> | <p>Pour expédition conforme,</p> <p>le Vice-président,</p> <p>Monsieur Patrick BOBET</p> |
|---|--|

Equilibre du budget : DM4-2017 budget principal et DM2-2017 budgets annexes

| Investissement | Chap. | Libellé chapitre | 05-Budget Principal | 62-Caveaux | 63-Sce. Ext. Pompes Funèbres | 64-Crématorium HT | 71-Réseau de chaleur | 92-Régie de l'Eau Industrielle | 81-Lotissements | 82-Zones Aménag. concertées | 93-Equipements fluviaux | 24-Régie restaurant adm. | 11-Déchets Ménagers | 21-Assainissement | 22-Régie du SPANC | 31-Transports | 83-Z.A.C du Tasta Bruges | 84-Z.A.C des quais de Floirac | Total | |
|------------------|--|--|---------------------|-----------------|------------------------------|--------------------|----------------------|--------------------------------|------------------|-----------------------------|-------------------------|--------------------------|----------------------|----------------------|-------------------|-----------------------|--------------------------|-------------------------------|-----------------------|---------------------|
| Dépenses d'ordre | 040 | Opérations d'ordre de transfert entre sections | 97 295,00 | 8 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 16 852,95 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 80 104,00 | 0,00 | 0,00 | 202 251,95 | |
| | 041 | Opérations patrimoniales | 4 055 332,08 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 20 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 4 075 332,08 | |
| | | Dépenses d'ordre | 4 152 627,08 | 8 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 16 852,95 | 0,00 | 0,00 | 20 000,00 | 0,00 | 80 104,00 | 0,00 | 0,00 | 4 277 584,03 |
| Dépenses réelles | 10 | Dotations, fonds divers et réserves | 150 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 150 000,00 | |
| | 13 | Subventions d'investissement | 927,17 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 927,17 | |
| | 16 | Emprunts et dettes assimilées | -2 201 934,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 1 499 768,02 | 2 982 856,95 | 2 280 690,97 | |
| | 20 | Immobilisations incorporelles | 476 180,31 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | -111 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | -110 000,00 | -115 190,78 | 0,00 | -1 236 000,00 | 0,00 | 0,00 | -1 096 010,47 |
| | 204 | Subventions d'équipement versées | 1 908 396,95 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 1 908 396,95 | |
| | 21 | Immobilisations corporelles | -1 105 299,89 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | -1 450 000,00 | 0,00 | 0,00 | -11 181 700,00 | 0,00 | 0,00 | -13 736 999,89 |
| | 23 | immobilisations en cours | -2 843 034,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | -335 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | -1 460 000,00 | -5 190 000,00 | 0,00 | -7 208 000,00 | 0,00 | 0,00 | -17 036 034,00 |
| | 27 | Autres immobilisations financières | 492 321,82 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 20 000,00 | 0,00 | 14 000,00 | 0,00 | 0,00 | 526 321,82 |
| | 4581120 | Op sous mandat - Bruges rue Pierre Andron | 37 500,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 37 500,00 |
| | 4581122 | Op sous mandat - Eysines ligne D | 758 078,58 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 758 078,58 |
| | 4581123 | op. sous mandat - Parempuyre Fontanieu PUP | 2 075 157,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 2 075 157,00 |
| | Dépenses réelles | -251 706,06 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | -446 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | -3 020 000,00 | -5 285 190,78 | 0,00 | -19 611 700,00 | 1 499 768,02 | 2 982 856,95 | -24 131 971,87 | |
| | Total Dépenses d'investissement | 3 900 921,02 | 8 000,00 | 0,00 | 0,00 | -446 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 16 852,95 | 0,00 | -3 020 000,00 | -5 265 190,78 | 0,00 | -19 531 596,00 | 1 499 768,02 | 2 982 856,95 | -19 854 387,84 | |
| Recettes d'ordre | 021 | Virement de la section de fonctionnement | -3 757 836,81 | 8 000,00 | 0,00 | 0,00 | 57 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 11 978,95 | 0,00 | 18 500,00 | 0,00 | 0,00 | 27 730,49 | 0,00 | 0,00 | -3 634 627,37 | |
| | 040 | Opérations d'ordre de transfert entre sections | 403 702,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 91 358,73 | 49 057,64 | 4 874,00 | 0,00 | 0,00 | 118 586,16 | 0,00 | 142 066,51 | 1 051 733,00 | 1 708 596,95 | 3 569 974,99 | |
| | 041 | Opérations patrimoniales | 4 055 332,08 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 20 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 4 075 332,08 | |
| | | Recettes d'ordre | 701 197,27 | 8 000,00 | 0,00 | 0,00 | 57 000,00 | 0,00 | 91 358,73 | 49 057,64 | 16 852,95 | 0,00 | 18 500,00 | 138 586,16 | 0,00 | 169 797,00 | 1 051 733,00 | 1 708 596,95 | 4 010 679,70 | |
| Recettes réelles | 13 | Subventions d'investissement | 8 149 730,30 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | -35 418,65 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | -100 000,00 | 0,00 | 0,00 | -10 940 393,00 | 0,00 | 0,00 | -2 926 081,35 | |
| | 16 | Emprunts et dettes assimilées | -24 800 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | -408 606,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | -2 938 500,00 | -2 300 000,00 | 0,00 | -8 761 000,00 | 448 035,02 | 0,00 | -38 760 070,98 | |
| | 204 | Subventions d'équipement versées | 1 000 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 1 000 000,00 | |
| | 27 | Autres immobilisations financières | 16 534 589,95 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 16 534 589,95 | |
| | 4582120 | Op sous mandat - Bruges rue Pierre Andron | 37 500,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 37 500,00 | |
| | 4582122 | Op sous mandat - Eysines ligne D | 202 746,50 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 202 746,50 | |
| | 4582123 | op sous mandat Parempuyre Fontanieu PUP | 2 075 157,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 2 075 157,00 | |
| | Recettes réelles | 3 199 723,75 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | -444 024,65 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | -3 038 500,00 | -2 300 000,00 | 0,00 | -19 701 393,00 | 448 035,02 | 0,00 | -21 836 158,88 | |
| | Total Recettes d'investissement | 3 900 921,02 | 8 000,00 | 0,00 | 0,00 | -387 024,65 | 0,00 | 91 358,73 | 49 057,64 | 16 852,95 | 0,00 | 0,00 | -3 020 000,00 | -2 161 413,84 | 0,00 | -19 531 596,00 | 1 499 768,02 | 1 708 596,95 | -17 825 479,18 | |

| Fonctionnement | Chap. | Libellé chapitre | 05-Budget Principal | 62-Caveaux | 63-Sce. Ext. Pompes Funèbres | 64-Crématorium HT | 71-Réseau de chaleur | 92-Régie de l'Eau Industrielle | 81-Lotissements | 82-Zones Aménag. concertées | 93-Equipements fluviaux | 24-Régie restaurant adm. | 11-Déchets Ménagers | 21-Assainissement | 22-Régie du SPANC | 31-Transports | 83-Z.A.C du Tasta Bruges | 84-Z.A.C des quais de Floirac | Total |
|------------------|---|---|----------------------|------------------|------------------------------|--------------------|----------------------|--------------------------------|------------------|-----------------------------|-------------------------|--------------------------|---------------------|-------------------|-------------------|---------------------|--------------------------|-------------------------------|---------------------|
| Dépenses d'ordre | 023 | Virement à la section d'investissement | -3 757 836,81 | 8 000,00 | 0,00 | 0,00 | 57 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 11 978,95 | 0,00 | 18 500,00 | 0,00 | 0,00 | 27 730,49 | 0,00 | 0,00 | -3 634 627,37 |
| | 042 | Opérations d'ordre de transfert entre sections | 403 702,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 91 358,73 | 49 057,64 | 4 874,00 | 0,00 | 0,00 | 118 586,16 | 0,00 | 142 066,51 | 1 051 733,00 | 1 708 596,95 | 3 569 974,99 |
| | | Dépenses d'ordre | -3 354 134,81 | 8 000,00 | 0,00 | 0,00 | 57 000,00 | 0,00 | 91 358,73 | 49 057,64 | 16 852,95 | 0,00 | 18 500,00 | 118 586,16 | 0,00 | 169 797,00 | 1 051 733,00 | 1 708 596,95 | -64 652,38 |
| Dépenses réelles | 011 | Charges à caractère général | 122 362,00 | 0,00 | 0,00 | -21 697,00 | -10 000,00 | 18 000,00 | 0,00 | 0,00 | 61 000,00 | 0,00 | 0,00 | -34 982,28 | 0,00 | 14 000,00 | 0,00 | 0,00 | 148 682,72 |
| | 012 | Charges de personnel et frais assimilés | 0,00 | 0,00 | 13 471,00 | 21 697,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 18 433,00 | 0,00 | 0,00 | 53 601,00 |
| | 014 | Atténuation de produits | 50 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 50 000,00 |
| | 65 | autres charges de gestion courante | 2 899 864,97 | 0,00 | 57,62 | 0,00 | 0,00 | 32,28 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 94 183,96 | 10 888,42 | 891,84 | 0,00 | 0,00 | 3 005 919,09 |
| | 66 | Charges financières | 2 201 934,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 2 201 934,00 |
| | 67 | Charges exceptionnelles | 74 528,62 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | -100 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | -25 471,38 |
| | 68 | Dotations aux amortissements et aux provisions | 1 032 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 81 500,00 | 0,00 | 0,00 | 7 600,00 | 0,00 | 0,00 |
| | Dépenses réelles | 6 380 689,59 | 0,00 | 13 528,62 | 0,00 | -110 000,00 | 18 032,28 | 0,00 | 0,00 | 61 000,00 | 0,00 | 0,00 | 81 500,00 | 59 201,68 | 10 888,42 | 40 924,84 | 0,00 | 0,00 | 6 555 765,43 |
| | Total Dépenses de fonctionnement | 3 026 554,78 | 8 000,00 | 13 528,62 | 0,00 | -53 000,00 | 18 032,28 | 91 358,73 | 49 057,64 | 77 852,95 | 0,00 | 100 000,00 | 177 787,84 | 10 888,42 | 210 721,84 | 1 051 733,00 | 1 708 596,95 | 6 491 113,05 | |
| Recettes d'ordre | 042 | Opérations d'ordre de transfert entre sections | 97 295,00 | 8 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 16 852,95 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 80 104,00 | 0,00 | 0,00 | 202 251,95 |
| | | Recettes d'ordre | 97 295,00 | 8 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 16 852,95 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 80 104,00 | 0,00 | 0,00 | 202 251,95 |
| Recettes réelles | 013 | Atténuations de charges | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 14 000,00 | 0,00 | 0,00 | 14 000,00 |
| | 70 | Ventes de produits fabriqués, prestations de services, marchandises | 895 772,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | -27 000,00 | 0,00 | 0,00 | 8 323,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 14 000,00 | 1 051 733,00 | 200,00 | 1 943 028,00 |
| | 73 | Produits issus de la fiscalité | 2 305 616,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 2 305 616,00 |
| | 731 | Impositions directes | 690 274,00 | | | | | | | | | | | | | | | | |